

**PROCES VERBAL DES  
CENTRES D'EXCELLENCE EN AFRIQUE (CEA)  
TREIZIEME REUNION DU COMITE DE PILOTAGE**

**1er novembre 2018**

**Secrétariat de l'AUA, Accra, Ghana**

**MEMBERS PRESENTS**

1. Pr Mohammed Salifu (Président, Ghana)
2. Pr Ramané Kaboré (Burkina Faso)
3. Prof. Aboubakar Marcos (Benin)
4. Dr Henry Nkoto (Cameroun)
5. Pr N'goh Bakayoko (Côte d'Ivoire)
6. M. Yaya Sireh Jallow (Gambie)
7. Dr Joshua Atah (Nigéria)
8. Pr Aminata Sall Diallo (Sénégal)
9. Dr Emmanuel Barry (UEMOA)

**MEMBRES ABSENTS**

1. Pr Tewfik Nawar (Expert en santé)
2. Pr Jean-Claude Codjia (Bénin)
3. Dr Irene Annor-Frempong (Expert en agriculture)
4. Pr Messanvi Gbeassor (Togo)
5. Pr Leopoldo Amado (CEDEAO)

**PRÉSENTS**

*Banque mondiale, AUA & autres*

1. M. Andreas Blom (Chef de projet CEA, économiste principal, Banque mondiale)
2. Mlle Himdat Bayusuf (Chef d'équipe de projet CEA I, spécialiste de l'éducation, Banque mondiale)
3. Dr Graham Harrison (Spécialiste principal en science et technologie, Banque mondiale)
4. Dr Ekua Bentil (Co TTL CEA- Impact, spécialiste de l'éducation, Banque mondiale)
5. Mme Eunice Ackwerh (Spécialiste de l'éducation, Banque mondiale, Co TTL pays, Ghana)
6. Mlle M'Bahly Maud-Andree Kouadio IV (Consultant, Banque mondiale)
7. Dr Valérie Tehio (Agence française de développement - AFD)
8. M. Quentin Delpech (Agence française de développement - AFD)
9. Pr Etienne Ehilé (Secrétaire général de l'AUA)
10. Pr Jonathan Mba (Coordonateur, Projet CEA, AUA)
11. Mlle Nodumo Dhlamini (Directeur, TIC & Gestion des connaissances, AUA)
12. M. Maxwell Amo-Hoyte (Directeur des finances, AUA)
13. Mme Adeline Addy (Spécialiste S & E, AUA)

14. Mlle Gabrielle Hansen (Chargé de projet adjoint, AUA)
15. Mlle Millicent Afriyie Kyei (Assistante de communication, AUA)

### *Points focaux*

16. Mme Bénédicte Houetchenou (Bénin)

### *CEA III*

17. Dr Ousman Mahamadou (Niger)

## **INTRODUCTION**

1. La treizième séance du comité de pilotage du projet (CPP) CEA s'est tenue le 1er novembre 2018 à Accra, au Ghana, à l'unité de facilitation régionale du projet CEA au sein du Secrétariat de l'Association des universités africaines (AUA). L'objectif était d'examiner la performance du projet depuis la dernière réunion. L'ordre du jour comprenait les points suivants : *examen du procès-verbal de la dernière réunion du CPP ; questions découlant de la réunion précédente ; décisions clés prises par le CPP et l'état de ces décisions ; état d'avancement du projet ; activités de l'unité de facilitation régionale ; décaissement et utilisation des fonds ; mises à jour au niveau pays ; et prochaines étapes* : le comité était bien représenté.

## **OUVERTURE**

2. La réunion a débuté par les déclarations liminaires du président du comité, de l'AUA et de la Banque mondiale. Le président, le professeur Salifu Mohammed, a souhaité la bienvenue aux membres du CPP à la réunion et au Ghana, en souhaitant à tous des délibérations fructueuses. Le professeur Etienne Ehilé, Secrétaire général de l'Association des Universités Africaines (AUA), était heureux d'accueillir le CPP dans le nouveau secrétariat de l'Association, construit par le Gouvernement ghanéen dans le cadre de l'Accord de siège avec l'Association. Il a observé que beaucoup de travail avait été accompli à la suite de la dernière réunion à Ouagadougou, notamment des préparatifs en vue du lancement CEA-Impact. En outre, les CEA ont obtenu des résultats significatifs. Il a exprimé l'espoir que les centres qui n'ont pas encore atteint les objectifs fixés et utilisent leurs fonds tireraient parti de l'extension de 15 mois jusqu'à mars 2020. De son côté, le Dr Halil Dundar (Responsable des pratiques de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest) a noté qu'il existait un sentiment manifeste d'appropriation du projet dans la région et parmi les gouvernements des pays participants. Il a observé que le CEA est un projet phare de la Banque mondiale dans le domaine de l'enseignement supérieur avec une collaboration et des partenariats importants. Il était reconnaissant au CPP pour son leadership et son soutien solides et a appelé à une orientation continue pour que les centres les plus faibles puissent mener à bien leurs travaux. Soulignant certains résultats du projet, notamment l'augmentation des inscriptions et des accréditations internationales, M. Dundar a confirmé que le CEA II et CEA-Impact avaient bénéficié des enseignements tirés. Il a également observé que plusieurs partenariats / projets ont été lancés au cours des trois dernières années, y compris les partenariats PASET et japonais, et qu'ils

commencent à donner des résultats. Il a souligné qu'il était essentiel de développer les compétences de base, d'où l'intérêt de la Banque mondiale pour l'énergie et les domaines connexes. Il était convaincu que les CEA pourraient contribuer à cet effort.

### **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

3. Il a été suggéré d'ajouter un point relatif à l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) sous « Questions diverses ». L'ordre du jour a été approuvé par consensus.

### **EXAMEN DU PROCÈS-VERBAL DE LA 12<sup>e</sup> RÉUNION DU CPP**

4. Ayant déjà été distribué pour commentaires et contributions avant la réunion virtuelle du CPP, tenue en septembre de cette année, il n'y a pas eu de corrections ni d'ajouts à apporter au procès-verbal. Le procès-verbal est approuvé par consensus, ce qui constitue un compte rendu fidèle des délibérations de la 12<sup>ème</sup> réunion du CPP qui s'est tenue à Ouagadougou, au Burkina Faso.

### **QUESTIONS DÉCOULANT DE LA 12<sup>e</sup> RÉUNION DU CPP**

5. Les décisions et les questions survenues lors de la 12<sup>ème</sup> réunion du CPP concernant *le débat sur l'ordre du jour ; ciblage des centres peu performants selon les missions de supervision ; fourniture des rapports individuels sur le rendement des CEA et les profils des centres hautement performants et ceux à problèmes; accélération de la vérification des résultats; partage du rapport d'audit du projet; révision et discussion du budget de l'UFR; et la suspension des dépenses de l'UFR après le 1<sup>er</sup> juillet 2018 en attendant l'approbation du budget*. La réunion a permis de constater que tous les éléments avaient été satisfaits de manière satisfaisante. Une suggestion visant à renforcer les organismes d'accréditation nationaux au fur et à mesure des débats a été examinée et il a été décidé que cette question serait traitée plus en détail dans le cadre de projets nationaux. En outre, il a été recommandé aux agences nationales de s'inscrire aux programmes et initiatives d'assurance qualité et d'harmonisation existants de l'AUA et de l'Union africaine.

### **ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET**

#### *Activités de l'UFR*

6. Au cours de la période considérée, les activités de l'UFR ont été centrées sur *les missions de supervision, les rapports sur les résultats, la vérification des résultats, la gestion financière, la numérisation du système de rapports CEA, la mise en service de nouveaux bâtiments CEA, la restructuration et la réaffectation de projets et le décaissement des fonds*. Des missions de supervision ont été entreprises dans trois centres de santé du Nigéria et deux autres missions sont prévues pour novembre 2018. D'autres missions ont été reportées à janvier 2019 pour accueillir les missions d'évaluation du projet CEA-Impact. Il a été observé que les visites étaient très utiles pour aider les centres à atteindre leurs objectifs. Il y a eu aussi des cas où de bonnes pratiques par des centres ont été adoptées au niveau institutionnel. L'UFR a expliqué qu'au Nigéria, pour des raisons de sécurité, une mission (auprès de l'ACEPRD de l'Université de Jos)

avait eu lieu à Abuja. Les représentants du centre étaient présents, les défis ont été discutés et des solutions proposées. Au sujet de la manière d'entreprendre des activités pendant la période de prolongation sans incidence sur le budget, la Banque mondiale a fait observer qu'il faudrait essentiellement que les centres redéfinissent les priorités des activités clés et garantissent une utilisation efficace des fonds. En outre, de nombreux centres CEA I devraient continuer de fonctionner dans le cadre de CEA-Impact et 1,2 millions de dollars ont été alloués à l'UFR au titre de l'avance de préparation du projet, sur un total d'environ 10 millions de dollars au cours de la nouvelle phase.

### **STATUT DU PROJET ET RESULTATS**

7. Des notes de synthèse sur la performance ont été préparées pour chaque centre afin de faciliter leur évaluation en vue de leur renouvellement dans le cadre de CEA-Impact. Les résultats du projet ont été soumis par tous les centres au CPP et divers résultats liés au décaissement (DLR) ont été vérifiés et les recettes communiquées à la Banque mondiale et aux centres individuels. Les DLR 2,5 à 2,8 (accréditation, recherche, recettes externes et environnement d'enseignement et d'apprentissage) ont été les principales sources de revenus.

8. Au cours de la discussion, le CPP a soulevé une objection, soulignant qu'il était important de prendre en compte les différents objectifs et profils des centres lors de leur comparaison. Il a été avancé que la comparaison des résultats et des objectifs au niveau du centre constituerait une meilleure analyse du rendement. Il a été convenu qu'il était important de comparer les centres, tout en tenant compte de leurs contextes particuliers. Le Comité a demandé la liste des programmes bénéficiant d'une accréditation internationale ou régionale par centre lors de sa prochaine session en février 2019. Il a également été souligné qu'il fallait aller au-delà de l'analyse quantitative pour fournir des informations qualitatives supplémentaires, notamment en ce qui concerne la durabilité. Des détails sur des stratégies et des plans spécifiques pour assurer la durabilité ont également été demandés.

### **DECAISSEMENT ET UTILISATION DES FONDS**

9. La Banque mondiale a indiqué que 67% des fonds disponibles avaient été versés aux CEA et à l'UFR. Pour les CEA, le Bénin, le Cameroun et la Côte d'Ivoire étaient actuellement sous la barre de 60%. On s'attend à ce que la situation s'améliore avec le paiement des engagements au fur et à mesure que les étapes du DLR 2,8 sont achevées. Les données sur l'utilisation des fonds ont montré que 9 CEA avaient un rendement supérieur à la moyenne de 45% et que KNUST enregistrait un pourcentage significatif de 81%. Pour la proportion moyenne de résultats obtenus, 12 des 22 centres ont obtenu un résultat supérieur au score moyen de 64%.

### **RESTRUCTURATION DU CEA**

10. Le projet a fait l'objet d'une restructuration comprenant une extension de la date de clôture du projet jusqu'en mars 2020 à partir de décembre 2019. En outre, au Nigéria et au

Sénégal, des fonds ont été réaffectés et le Cameroun a connu une annulation partielle. Toutes les notifications légales ont été émises par la Banque mondiale sur l'extension avec des contre-signatures obtenues du Sénégal. La dernière étape consiste à obtenir une contresignature de l'amendement auprès du ministère fédéral des Finances du Nigéria.

### Décisions : point 1 de l'ordre du jour

- Le CPP devrait fortement recommander aux agences nationales d'accréditation de souscrire aux programmes et initiatives d'assurance qualité et d'harmonisation de l'UA et de l'AUA.
- Dans le cadre du projet CEA-Impact, l'employabilité devrait être mesurée.
- La Banque mondiale devrait faciliter l'interaction entre le projet CEA et d'autres projets axés sur l'emploi et l'esprit d'entreprise financés par la banque.
- La Banque mondiale devrait conseiller et informer les centres sur ce qu'il advient des fonds alloués mais non dépensés à la fin du projet.
- Chaque pays participant devrait tenir au moins une réunion du Comité national d'évaluation avant la fin de l'année 2018.

### Performance des gouvernements nationaux, de l'UFR et de la Banque mondiale

12. En générale, les résultats de l'enquête étaient satisfaisants. Le *risque de mise en œuvre* du projet était élevé mais en diminution par rapport aux résultats de l'année précédente. Les détails sur les raisons pour lesquelles certains participants ont estimé que les interactions avec les agences nationales étaient faibles et encombrantes n'étaient pas disponibles. Il a été expliqué que cela était probablement lié aux flux de trésorerie, en particulier lorsque les fonds sont versés aux CEA par l'intermédiaire d'agences. La Banque mondiale était chargée de suivre les processus d'approbation ; les co-chefs d'équipe des pays doivent émettre les avis de non objections à temps ; et les gouvernements à faciliter les processus nationaux pour le déblocage rapide des fonds. Le rapport a mis en évidence le faible taux de réponse à l'enquête, en grande partie dû au faible accès à l'internet à Ouagadougou. Il a été suggéré que l'UFR devrait élaborer une stratégie pour améliorer la situation, notamment en réalisant des enquêtes à la fois en ligne et manuelle, ainsi que de fixer un délai pour que tous les participants puissent remplir les formulaires en ligne avant la fin de l'atelier. En outre, les responsables des centres pourraient être chargés de veiller à ce que les membres de leur équipe remplissent et soumettent le sondage.

### Suivi, évaluation et vérification

13. L'UFR a signalé avoir travaillé sur un système de suivi et d'évaluation numérique afin de faciliter la production de rapports, la gestion des données et la vérification des résultats. Les données existantes ont été téléchargées et des tests seraient effectués avec des CEA sélectionnés en décembre 2018. Les résultats obtenus en 2017 ont été vérifiés et des lettres sur les gains ont été envoyées. Le prochain exercice de vérification serait entrepris entre janvier et mars 2019 et à la demande, en fonction de la catégorie de résultats.

14. La Banque mondiale a souligné que la vérification physique était très cruciale et a salué l'initiative de numérisation de l'UFR.

### Rapport financier et budget de l'UFR

15. Le Rapport sur l'exécution du budget indiquait une dépense de 39 216,03 dollars US entre juillet et octobre, contre une trésorerie disponible de 276 834,01 dollars US, laissant un solde de 237 617,97 USD. Les dépenses supplémentaires liées au CEA-Impact et à l'ameublement des unités de l'UFR ont encore réduit le solde à 11 860,47 USD. Les coûts liés au personnel n'ont pas encore été déduits.

16. L'URF a expliqué que les dépenses liées aux activités du CEA-Impact seraient remboursées et que les excès découlant du CEA I seraient absorbés par le budget du CEA-Impact. Des explications supplémentaires ont indiqué que certains cas de dépenses nulles impliquaient des fonds engagés ou des dépenses non encore recouvrées du budget CEA-Impact. Il a également été noté que l'essentiel des dépenses totales était lié aux dépenses du CEA-Impact. La Banque mondiale était heureuse que les dépenses aient été réduites par l'UFR. Ce dernier a assuré le CPP que l'audit financier de 2017/2018 était en cours et que le rapport final serait communiqué au Comité. On a assuré le CPP que les titres des rapports seraient examinés pour en faire un budget trimestriel. Il a été suggéré de préparer des rapports trimestriels la prochaine fois et d'indiquer les pourcentages pour chaque ligne afin de permettre une meilleure comparaison entre les dépenses antérieures et les dépenses courantes. Des explications ont été demandées concernant les honoraires de consultants en vérification, car ils représentent 25% des dépenses totales. La Banque mondiale a noté que la valeur du contrat reposait sur la portée, la rapidité d'exécution, la réactivité et l'importance du travail. Il a maintenu que c'était un bon rapport qualité-prix et raisonnable, étant donné que le CEA II paye trois fois plus pour un service similaire. La vérification par Elsevier serait toutefois examinée pour assurer un service supplémentaire, notamment une analyse d'impact des publications à inclure dans le rapport de fin de projet. Le Comité a noté la nécessité d'évaluer l'impact des missions de supervision. La représentante du Sénégal a exprimé des préoccupations quant à l'utilité de consultations antérieures sur la production de ressources. À son avis, les centres qui ont réussi à collecter des fonds possèdent déjà de l'expérience et des compétences.

### Décisions : point 2 de l'ordre du jour

- L'UFR collectera des détails sur les défis et suggérera des solutions.
- L'UFR doit également suggérer des stratégies pour améliorer les taux de réponse aux enquêtes.
- L'UFR doit présenter des rapports trimestriels sur les performances financières.
- L'UFR doit indiquer le pourcentage des dépenses totales pour chaque ligne budgétaire dans les rapports ultérieurs.

### Table ronde du Comité de Pilotage du Projet (CPP)

17. **Burkina Faso** : le Comité national d'évaluation a été officiellement mis en place mais n'a pas encore tenu de réunion. Il semble qu'un comité précédent ait été mis en place, mais le ministère n'a pas participé à ses activités. La situation devrait s'améliorer avec la mise en place d'un comité officiel.

18. **Gambie** : Le projet a été couronné de succès jusqu'à présent. Quatre-vingt-neuf (89) étudiants sur 133 en formation ont obtenu leur diplôme. Obtenir les relevés de notes de CERHI (Nigéria), du CEA-MITIC (Sénégal) et du CEFTER (Nigéria) a été un défi, ce qui affecte le progrès et la promotion des étudiants impliqués. Les efforts pour résoudre ce problème ont jusqu'à présent échoué. Le CPP a jugé cette situation inacceptable et a convenu que des lettres soient adressées aux Présidents/Recteurs des institutions hôtes des centres concernés, avec des copies à l'UFR, à la Banque mondiale et aux chefs d'équipe pays. En outre, les représentants du CPP des pays accueillant les centres concernés devraient intervenir et accélérer la remise des documents.

19. **Cameroun** : le Comité national d'évaluation se réunit deux fois par an, avec des réunions informelles entre les réunions si nécessaire. Le responsable du centre CEA-CETIC a été remplacé et le titulaire est en contact avec la Banque mondiale. Un plan stratégique a été élaboré et un plan de travail avec des budgets détaillés a permis de résoudre le problème de la supervision active par le ministère. Le gouvernement s'emploie à compenser le déficit de performance. Le Président a indiqué que la Banque mondiale et l'UFR seraient en contact pour s'assurer que le redressement est maintenu. Une mission de supervision est également prévue pour novembre 2018.

20. **Bénin** : le Comité national de révision s'est réuni en septembre et une autre session est prévue pour novembre. Les représentants des ministères concernés sont invités à discuter des problèmes et des défis du projet. Des partenariats ont été développés avec des organismes externes et locaux, et les recommandations formulées sont en cours de mise en œuvre. Il a été confirmé que les problèmes de leadership initiaux au Centre avaient été résolus. Un comité a été créé par arrêté ministériel pour superviser le centre. La Banque mondiale a confirmé le redressement et a applaudi le gouvernement. Ils ont demandé au Bénin de partager les procès-verbaux des réunions du Comité afin de faciliter le suivi par la Banque. Il a été suggéré que d'autres centres pourraient tirer parti de l'expérience du Bénin.

21. **Côte d'Ivoire** : Des stratégies ont été mises en place pour améliorer les performances. Les changements institutionnels intervenus en juillet ont eu un impact positif sur les opérations du projet et du temps a été consacré à l'orientation de la nouvelle direction. Une assistance a été sollicitée de l'UFR et la Banque mondiale a entrepris des supervisions au niveau des pays. Il est prévu de restructurer le Comité national d'évaluation de tenir une réunion avant la fin de l'année.

22. **Nigéria** : le Nigéria dispose d'un comité national d'évaluation très fort qui se réunit deux fois par an, principalement avant les réunions du CPP, pour faire le point. Les lieux de réunion sont tournant parmi les CEA afin de faciliter l'évaluation par les pairs. La prochaine réunion aura lieu à Zaria (ACENTDFB). Trois experts locaux ont été engagés pour accompagner les équipes officielles dans les missions de supervision. Ils fournissent un contexte national et favorisent donc une meilleure compréhension des problèmes. Un documentaire a été produit et partagé avec les CEA sur les réalisations des centres nigériens ; un total de 43 millions de dollars US a été généré ; une partie importante de l'avance a été remboursée ; 83 doctorants, 809 masters et 1 023 étudiants à court terme ont été inscrits ; plus de 1 400 publications de recherche ont été produites ; et des centres ont été chargés d'élaborer des plans de durabilité.

## PROJET DES CENTRES D'EXCELLENCE EN AFRIQUE (CEA)

Ensemble, cela donne une vision positive de la durabilité. Cependant, l'accréditation internationale et l'inscription régionale (dans les zones sujettes aux conflits) constituent toujours un défi et les flux de trésorerie sont entravés par l'exigence du gouvernement selon laquelle les institutions publiques doivent traiter exclusivement avec la Banque centrale.

**Sénégal** : les réunions du Comité national d'évaluation ont lieu et le leadership est fort. Cependant, pour assurer la continuité, il est nécessaire de changer le leadership à l'avenir. Depuis la dernière réunion, le Comité avait essentiellement travaillé à aider les centres à se préparer au CEA-Impact.

**Ghana** : Le Comité national d'évaluation est dynamique. Une réunion prévue pour octobre a été reportée en raison de la préparation pour le CEA-Impact. Les centres se portent bien, comme en témoigne le rapport d'avancement de l'UFR.

25. Au cours des discussions, Dr Halil Dunder (responsable des pratiques à la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest) a fait observer que certains centres devraient redoubler d'efforts pour atteindre leurs objectifs dans les 15 mois restants. Il a encouragé les Centres à mener à bien les activités en suspens et à utiliser tous les fonds disponibles. Dr Dunder a indiqué que les Centres devraient être considérés dans le contexte régional et que la planification de la durabilité était essentielle. Il a souligné la nécessité d'un environnement favorable à la fois aux niveaux institutionnel et national.

### Prochaines étapes

26. Les étapes clés pour les quatre prochains mois concerneraient les réunions du CPP, la vérification et les décaissements, les rapports financiers et d'approvisionnement, le soutien à la mise en œuvre et à la supervision, les jalons aux niveaux national et régional et la prolongation et la réaffectation du projet CEA. Les éléments spécifiques sous ces rubriques sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Item	Activité	Dates	Responsabilité
<i>Comité de Pilotage du Projet</i>	Réunions des comités nationaux d'évaluation	D'ici décembre 2018	Agences nationales
	Signature des accords de restructuration du CEA I pour le Nigéria	novembre 2018	Ministère fédéral des finances du Nigéria
	Examen des plans de travail annuels, des rapports d'audit postérieur à la passation de marché et des rapports financiers provisoires (RFP)	décembre 2018	Banque mondiale et les CEA
<i>Vérification et Décaissements</i>	Vérification des résultats d'inscription des étudiants et des stages (DLR 2,1 – 2,4)	janvier – mars 2019	Les CEA, UFR, Technopolis & BM
	Vérification des résultats d'accréditation (DLR 2,5)	Continu	Les CEA, UFR & BM
	Vérification des résultats de l'environnement d'apprentissage (DLR 2,8)	décembre 2018 mars 2019	Les CEA, UFR, Consultants & BM
	Envoi de lettres d'apurement des décaissements à tous les pays	janvier 2019 mars 2019	BM (les Chefs et les co-chefs des équipes de travail)



## PROJET DES CENTRES D'EXCELLENCE EN AFRIQUE (CEA)

<i>Rapports financiers et d'approvisionnement</i>	Soumission des demandes de retrait	janvier 2019 mars 2019	Les CEA/ Agences nationales
	Soumission des rapports financiers provisoires (RFP)	15 août 2019	Les CEA
	Soumission des rapports financiers DLR et d'audit	30 juin 2019	Les CEA
	Soumission de rapport d'audit d'approvisionnement	30 juin 2019	Les CEA
	Passation de marché pour travaux de génie civil	PLUS DE DERNIER DELAIS WASAPRIL 2018	Les CEA
<i>Soutien à la mise en œuvre et supervision</i>	Exécution de contrats d'équipement d'un montant maximal de 50 000 dollars US	30 avril 2019	Les CEA
	Réunion Audio des CEA	5 décembre 2018	Les CEA, UFR & BM
	Réunions WebEx avec des CEA sélectionnés	Au besoin	Les CEA, UFR & BM
	Missions de supervision sur certains CEA <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ CEADSE &amp; CEFTER (Nigéria)</li> <li>▪ CEA-MEM, CCBAD &amp; ENSEA (CDI)</li> <li>▪ CEA-CETIC (Cameroun)</li> <li>▪ CEA-SAMEF (Sénégal)</li> <li>▪ OAU &amp; PAMI (Nigéria)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 5 – 9 nov 2018</li> <li>▪ 12 – 16 nov 2018</li> <li>▪ 20 – 21 nov 2018</li> <li>▪ novembre 2018</li> <li>▪ janvier 2019</li> </ul>	Les CEA, UFR & Experts
<i>Jalons et restructuration</i>	Réunions nationales d'évaluation	D'ici décembre 2018	Agences nationales
	Atelier commun : 10ème atelier CEA I & 1er atelier Impact-CEA	18 – 27 février 2019	Les CEA, UFR, BM et autres
	Restructuration du projet CEA	TERMINE	

### CPP et Atelier pour le CEA I et CEA-Impact

27. Le Comité a demandé que les préparatifs de voyage pour le prochain atelier du CPP et du projet à Djibouti soient commencés tôt pour éviter les problèmes. En particulier, des dispositions doivent être prises pour les visas à l'arrivée et si nécessaire, les lettres d'invitation doivent être envoyées bien à l'avance. Le représentant de Djibouti a assuré le Comité que le ferme engagement de son Chef d'état à l'égard du projet garantirait le bon déroulement des opérations.

### Divers

#### **Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)**

28. Le représentant de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a parlé brièvement du projet sur le logement abordable financé par la Banque mondiale. Dr Barry a souligné qu'une composante du projet consistait à soutenir un centre d'excellence pour la recherche sur le logement et la planification urbaine dans la région de l'UEMOA. Compte tenu de la similitude de la composante avec le projet CEA, l'AUA fournirait un appui technique pour sa mise en œuvre. Il a demandé les contacts des membres afin de permettre le partage des détails avec le CPP.

#### **Télévision de l'AUA et mobilité du personnel / des étudiants**

29. Le Secrétaire général de l'AUA a informé les participants de l'initiative de la télévision de AUA (AAUTv), dont l'objectif est de promouvoir le partage d'informations et une meilleure compréhension des problèmes liés à l'enseignement supérieur en Afrique, y compris la stratégie continentale de l'Union africaine pour l'éducation (CESA). L'AUA est le coordinateur

## PROJET DES CENTRES D'EXCELLENCE EN AFRIQUE (CEA)

de la grappe Enseignement Supérieur du CESA. La AAUTv est diffusée via YouTube et Facebook mais passera par satellite au cours des six prochains mois et couvrira l'Afrique et l'Europe du Sud. Le professeur Ehilé a appelé les membres à contribuer aux contenus des programmes de cette initiative. Les détails des exigences seraient communiqués aux membres du CPP par courrier électronique. La *Conférence des Vice-Chanceliers, Recteurs et Présidents des universités africaines* de l'AUA (COREVIP) qui se tiendra du 8 au 11 juillet 2019 au Caire (Égypte) sur le *rôle des universités dans la mise en œuvre de la Stratégie continentale pour l'éducation en Afrique (CESA)* a été également annoncé. Des informations supplémentaires ont été partagées sur les énormes possibilités d'échange de personnel et d'étudiants en Afrique du Nord et sur le rôle de l'Association des universités africaines en tant que liaison entre les universités de la région et de l'Afrique subsaharienne.

### **Clôture**

30. La réunion a pris fin à 13h45.

Pièces jointes :

- Le point sur le projet CEA
- Mise à jour des Communications du CEA